



**L'INSTITUT REPUBLICAIN DU SERVICE PUBLIC**

**Former les futurs cadres de la nation**

### ***Pourquoi ?***

Ce projet est parti du constat que les élites administratives sont aujourd'hui dans l'incapacité de penser et d'agir autrement que sous l'effet des valeurs dominantes installées depuis quarante ans par la vague néolibérale. Quel est cet effet ? Principalement le retrait de l'action publique de nombreux champs où se dessine normalement l'intérêt collectif tels l'industrie ou la recherche ainsi que la mise en œuvre dans les autres champs de l'action publique d'une vision restrictive de cette dernière marquée par la prédominance du seul guide budgétaire lui-même ramené à une vision court-termiste. Une telle vision aura été le marqueur de la phase historique de la mondialisation dans laquelle la France s'est bon an mal an laissée entraîner. Or la question est particulièrement aigüe dans notre pays, en raison de l'écart entre un peuple profondément lié à son imaginaire historique dans toutes ses dimensions et des élites qui ne voient d'inconvénient ni à la mise en retrait de la nation sur la scène européenne et internationale ni à l'affaiblissement de l'Etat.

Mais ce phénomène, les crises à répétition, financière, sanitaire, énergétique et climatique le montrent, est précisément historique et non éternel. Est-il dès lors raisonnable de donner aux générations qui demain décideront de l'avenir du pays le choix entre gérer notre affaïssement ou vivre une sorte de déni moral marqué par le catastrophisme, l'un et l'autre se rejoignant dans l'incapacité de penser et conduire une action publique forte ? Cela alors que se traduira bien un jour la volonté de sortir par le haut de la crise morale, sociale et patriotique que vit notre pays et que cette volonté demandera, quelle qu'en soit la traduction politique, de hauts fonctionnaires mobilisables pour les actions d'intérêt général qui redeviendront nécessaires ?

Lancé en 2019 avant même que ne s'imposent dans le champ politiques les trois crises majeures que sont la crise sanitaire, la crise énergétique/climatique et la crise ukrainienne, en fait européenne, le projet s'est ainsi trouvé en phase avec cette nouvelle donne. L'indépendance sanitaire et énergétique de la France ainsi que l'indépendance économique et militaire de l'Union européenne ne sont plus contournables. Mais les obstacles accumulés depuis plus de trois décennies de désarmement de l'Etat, notamment en matière industrielle, le recul des politiques volontaristes sur des sujets majeurs, tels que l'éducation, l'intégration, la citoyenneté, la dégradation des services publics dans les collectivités baptisées « territoires », les besoins d'une planification repensée en matière de transition écologique, de recherche et de technologie, la faiblesse de notre balance commerciale et la limitation de la capacité de peser en faveur d'une indépendance européenne, tous ces facteurs appellent une révision des politiques publiques qui

ne pourra se matérialiser sans des agents du service public de haut niveau, pourvus de la conscience que le dévouement au bien public ou, si l'on préfère, à l'intérêt général est ce qui les réunit. Le pari d'un redressement politique ne pourra être mené à bien sans cette force renouvelée comme cela fut le cas, dans un contexte différent, aux débuts de la V<sup>o</sup> République.

### ***Qui ?***

Deux anciens élèves de l'ENA, représentant chacun un moment différent dans la vie de cette Ecole, Marie-Françoise Bechtel (promotion 1980), ex conseiller d'Etat et directrice de l'ENA de 2000 à 2002 et Jean-Baptiste Barfety (promotion 2015), membre de l'IGAS, se sont retrouvés pour conduire ce projet.

Projet qui était donc un pari, celui du besoin urgent pour notre pays d'une élite renouvelée. Nous nous sommes certes demandés au départ s'il y avait une demande car on ne saurait ignorer la puissance de la machine à formatage que représente le système Sciences Po. En outre devait intervenir peu après la réforme de l'ENA et son remplacement par un INSP dont la visée largement managériale en ce qui concerne la formation des hauts fonctionnaires nous a semblé à contretemps des besoins et du renouveau de l'action publique analysé ci-dessus. La réponse est dans les faits : depuis que, en 2019 nous avons organisé le premier cycle annuel de l'IRSP, suivi à ce jour de trois autres, nous avons trouvé preneur si l'on peut dire chez nombre de jeunes cadres ou futurs cadres dirigeants qui ne se satisfont pas, justement, de la formation reçue. Nous avons également été frappés par la résilience dans la génération montante d'idéaux, ceux d'une nation saine et forte, d'un service public qui n'a pas dit son dernier mot, d'une Europe qui ne serait plus une machine molle mais un ensemble puissant fondé sur une projection propre, d'une intelligence dans la vision de la crise dite écologique et le lien profond qu'elle entretient avec la question énergétique, du désir d'une intégration républicaine qui ne se satisfasse pas d'invocations sans lendemain ou d'une vision dévoyée de la citoyenneté dans la revendication sans fin et sans frein d'un individualisme exacerbé.

Avec la soixantaine d'auditeurs que nous avons accueillis à ce jour, nous avons donc eu le sentiment de rencontrer un besoin auquel nous avons tenté de répondre sans nous substituer à leur cursus propre.

### ***Comment ?***

Le projet est de former à la prise de décision publique dans tous ses aspects puisque ce sont de futurs cadres gouvernementaux que notre pays aura besoin d'ici vingt ans. Et c'est l'horizon que nous visons pour aider à faire émerger une génération de hauts serviteurs de la chose publique aptes à tenir les manettes. On ne trouvera donc pas à l'IRSP de tirades furieuses contre l'ordre des choses. La possibilité de le remettre en cause est certes la base logique du projet. Mais ce dont a besoin la génération en position critique envers la mondialisation béate d'aujourd'hui, ce sont d'outils pour agir. Il faut être prêt pour demain. Les thèmes

de réflexion qui sont proposés le sont donc dans la perspective d'ouvrir le champ des choix possibles. Cela veut dire qu'aucune option n'est d'avance éliminée mais que toutes doivent avoir pour référent l'intérêt général et lui seul.

La traduction concrète du projet décrit ci-dessus est la suivante :

**D'octobre à juin, est proposé chaque année à une promotion d'auditeurs (une vingtaine au maximum sur sélection) :**

- un cycle de formation portant sur les domaines essentiels de la prise de décision publique : négociation internationale et européenne, enjeux économiques majeurs (réindustrialisation, aménagement du territoire), mise en œuvre de services publics rénovés, questions majeures de société (emploi, intégration républicaine, questions d'avenir : place de l'écologie, du développement, de la recherche, de l'Intelligence artificielle, etc.), partant d'une conférence donnée par un intervenant de haut niveau (voir la liste ci-dessous). L'idéal étant que chaque auditeur prépare la conférence sur la base d'un dossier qui lui est fourni n'a pas encore été atteint. A ce jour c'est, au vu du sondage que nous avons réalisé sur les trois premières promotions, la qualité du conférencier qui est l'élément motivant. En sus de cela, il a donc été prévu que les auditeurs qui le souhaitent peuvent nous soumettre une note d'analyse et de propositions qui, le cas échéant après aller-retour, sera publiée sur le site. Les premières seront prochainement en ligne sur le site.

- Une conférence d'ouverture ou de clôture du cycle développant une vision prospective de l'Etat est également proposée. Jean-Pierre Chevènement et Marcel Gauchet les ont assumées pour les trois premiers cycles.

- Les conférences que l'auteur accepte de rendre publiques sont diffusées auprès des auditeurs et feront également désormais l'objet d'une publication sur le site.

- Une rencontre conviviale informelle réunit les participants ainsi que des personnalités invitées pour permettre une mise en contact. Elle a jusqu'ici eu lieu soit au mois de juin soit à la rentrée d'octobre. L'ensemble des auditeurs, des conférenciers et de membres du Conseil d'administration y sont conviés et il est envisagé à partir du présent cycle (le 4<sup>e</sup>) d'organiser deux rencontres au lieu d'une seule pour mieux tenir compte de la disponibilité des personnalités invitées.

\*\*\*\*\*

Précision finale : L'IRSP est dégagé de toute attache partisane. Soutenu par la Fondation Res Publica, il ne prend en considération ni engagement ni idéologie revendiquée par les bénéficiaires de sa formation. Nous nous réservons toutefois d'écarter des candidatures qui nous sembleraient incompatibles avec les valeurs de l'Institut fondées sur un patriotisme républicain qui ne peut s'accommoder ni du rejet de l'Etat ni d'une vision ethniciste de la nation.

Conditions d'inscription : être titulaire ou en voie d'achèvement d'un master 2 de science politique, économie, droit, histoire ou justifier d'une scolarité achevée ou en cours dans une ENS, à l'X ou une grande école de gestion. Possibilité d'examen à titre dérogatoire sur d'autres titres.

Les cycles ont lieu de septembre à juin.

Envoi d'un CV avec lettre de motivation via la rubrique « Nous contacter » du présent site.

### Conférences ayant eu lieu du mois d'octobre 2019 au mois d'avril 2023

- Jean-Pierre Chevènement : Qu'est-ce aujourd'hui qu'une action d'intérêt général ?
- Marcel Gauchet : L'État demain
- Jacques Fournier : Qu'est-ce que la dépense publique ?
- Jean-Éric Schoettl : L'intérêt général
- Louis Gallois : Outils du redressement industriel
- Alain Supiot : Fonction publique et service public
- Jean-François Huchet : L'économie chinoise et l'Europe
- Thierry de Montbrial : L'ordre du monde, la Chine et Europe
- Christophe Ramaux : Économie, écologie et progrès social
- Nicole Klein : La gestion préfectorale et les crises
- Carole Ulmer : Quels défis pour l'UE ?
- Alain Meininger : Questions de souveraineté et de défense
- Didier Leschi : Immigration et intégration
- Marc-Antoine Eyl-Mazzega : Défis écologiques nationaux et internationaux
- Henri Guaino : Objectifs nationaux et poids des contraintes externes
- Anne-Marie Le Pourhiet : Droit national et droit européen
- Jean-Marc Jancovici : Traiter la crise écologique/énergétique
- Michel Lalande : Gérer les territoires
- Frédéric Farah : Évolution de l'économie française, défis de l'économie européenne
- Virginie Lasserre : Action interministérielle sur des populations spécifiques
- Benjamin Morel : De l'état de l'opinion aux besoins de l'action publique
- Jean de Gliniasty : Politique étrangère et indépendance nationale
- Ziad Houry : Le métier de préfet et l'action publique
- Nathalie Pilhes : Vertus et difficultés de l'action interministérielle
- Jean-Pierre Cossin : La Cour des comptes et l'action publique